L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS,

BUREAUX, No 73, RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 13 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous avons sur les sujets qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, d'ailleurs, en entrant dans nos vues respectives, ni avoir tous les faits et l'expérience nécessaires. Cependant notre session doit être courte et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'une nature brûlante et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenir l'ordre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout esprit de désobéissance, tel est le premier devoir, en ce moment. (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment de dévouement et non sur ma propre habileté, pour me soutenir dans la mission que votre bienveillante partialité m'a confiée.

Jamais citoyens ne se trouvèrent sous le coup d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous faisons une tentative pour sauver notre pays des dangers qui le menacent. Nous désirons écarter de lui les inquiétudes et les entraves qui, sous la forme de mauvaises lois et d'injustes formes, paralysent nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation).

Nous espérons aussi que nous pourrons rendre l'ordre, la prospérité et le bonheur aux millions de notre pays qui souffrent si cruellement autour d'eux dans leurs foyers et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années.

Vous pouvez, j'en suis convaincu, que nous nous mettons par là à l'abri soupçon d'aider toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les hommes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolument les périls du jour (approbation.) Nous sommes forcés de répondre à l'assertion émise dans les considérations portées par le dernier message présidentiel. Je mets en fait qu'il n'y a pas dans cette assemblée un homme qui ait dans le cœur le désir d'exciter contre les gouvernements contre le parti républicain qu'a pu en provoquer la lecture de ces résolutions dans l'esprit des masses éclairées par les événements récents, et on vue de l'état présent du pays.

En premier lieu, les républicains félicitent l'homme d'affaires soucieux, le contribuable écrasé d'impôts, l'ouvrier dont le salaire et le travail est allongés par le coût croissant des choses nécessaires à l'existence, sur le succès de cette partie de notre constitution qui leur a valu tous ces maux par le coût de son armement militaire et par la corruption de ses agences de bureaux.

Dans une révolution, ils dénoncent toute espèce de répudiation comme un crime national. Alors pourquoi ont-ils inscrit dans les statuts de la nation de lois qui invitent des citoyens ayant emprunté des espèces à rembourser leurs créanciers à prendre en paiement un papier déprécié, et à lui faire ainsi tort d'une grande partie de ce qui lui est dû et auquel le contrat le plus solennel. (Applaudissements prolongés.)

Si la répudiation est un crime national, c'est un crime d'arriver de cette manière au pays à répudier ainsi leurs promesses individuelles (Applaudissements.) N'était-ce pas un crime de forcer les créanciers de cet Etat et d'autres Etats à prendre en papier monnaie, qui à certains moments, ne valait pas plus de 50 cents à la piastre, en paiement des espèces qu'ils n'avaient données pour consentir à des travaux utiles et ouvrages qui sont de si grandes sources de richesses et de prospérité. (Applaudissements.)

Il nous donne encore qu'il est dû aux travailleurs de la nation un salaire égal pour tous. Alors pourquoi ont-ils fait l'impôt inégal ? Sans parler de l'injustice qu'il y a à faire payer à une classe de citoyens pour une autre les frais du cout des écoles, des routes, de la loi pour ce qui protège leurs existences et leurs biens, c'est une chose monstrueuse à la sagesse et inutile. (Applaudissements.) Cela a fait descendre le crédit du pays, atteint que des conditions qui ne sont pas moelles font toujours tort au crédit de l'emprunteur.

Ils déclarent aussi que la meilleure politique pour diminuer le fardeau de notre dette est d'améliorer notre crédit de façon que les capitalistes cherchent à nous prêter de l'argent à des taux d'intérêt plus bas que ceux que nous payons actuellement et que nous devrons continuer à payer tant que nous serons menacés de répudiation ou qu'on le soupçonnera. Alors pourquoi ont-ils employé 500 millions des impôts tirés du peuple à des paiements pour entretenir une autorité militaire despotique et pour étouffer l'existence des Etats, quand cet argent employé à payer nos dettes eut pu amener les capitalistes à chercher à nous prêter des fonds à des taux plus bas d'intérêt. Sans cette répudiation déguisée, notre crédit national ne serait pas entaché de méfiance dans les marchés du monde.

Ils déclarent encore que de tous ceux qui furent fidèles dans les épreuves de la dernière guerre, il n'en est pas qui aient plus spécialement droit à être honorés que les braves soldats et marins qui ont enduré les fatigues des campagnes et des combats et risqué leur vie au service du pays. Les primes et les pensions accordées par les lois aux braves défenseurs de la nation, sont une obligation qu'on ne doit jamais oublier. Les veuves et les orphelins des victimes de la guerre sont les pupilles du peuple, legs sacré fait à la nation. Cette mission sainte n'a été été remplie. Un pauvre le soldat mutilé, la veuve ou l'orphelin en un papier-monnaie qui en vaut fait tomber à un quart au-dessous de sa valeur réelle les gages du travail, la haine, de prodigalité, et de despotisme militaire. La pitance accordée aux soldats blessés est raccourcie de vingt pour cent au-dessous de la valeur des espèces qu'ils avaient le droit d'attendre (Applaudissements prolongés.)

N'y a-t-il pas là une répudiation déguisée ? Ils disent encore que l'immigration étrangère, qui dans le passé a tant contribué à la richesse, au développement des ressources et à l'accroissement de puissance de la république—qui sert de refuge aux opprimés de toutes les nations—doit être provoquée et encouragée par une politique libérale et juste. Cette immigration étrangère est-elle encouragée par une politique qui nous met en risque de voir les nouveaux venus passées pour déclarer que huit heures forment uneJournée légale de travail. Les défenseurs du gouvernement et le soutien des bonds achivrogne aisément le point de cette phrase nécessaires à la vie, qu'il faut que l'homme prolonge son labeur pour y suffire. Il y a un temps et non seulement nous pouvions invite les Européens à partager avec nous les avantages matériels de notre grand pays ; mais ou nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression qui nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression qui nous pouvions encore dire à ceux qui fuyaient l'oppression qui